Sciences Po / fonds CEVIPOF

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958
(Département du Nord - 22me Circonscription)

Parti Communiste Français



Albert MATON
Traceur
Député sortant
Conseiller général
Conseiller municipal
de Maubeuge

Membre des commissions de la Justice et du Suffrage universel à l'Assemblée nationale. Ex-secrétaire du Comité de Libération de l'arrondissement.



Marcel LABOUREUR
Métallurgiste
Militant syndicaliste

A participé à toutes les luttes ouvrières depuis 1936.
Résistant, vice-président de la Caisse primaire de Sécurité sociale, vice-président de la Caisse régionale de Lille, membre du Conseil supérieur de la Sécurité sociale.
Sa compétence affirmée, son dévouement, les services qu'il rend lui assurent une autorité incontestée dans ce domaine.

A l'avant-garde de la lutte pour:

– RELEVER LE NIVEAU DE VIE
– *HATER LA PAIX EN ALGÉRIE*
– PROMOUVOIR LA DÉTENTE INTERNATIONALE
– *DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE*

L'ELECTION du 23 novembre vous donne l'occasion de vous prononcer pour le changement.

La France se ruine par la guerre en Algérie. La vie chère, le chômage réduisent le pouvoir d'achat.

Les entreprises textiles, de confection, d'alimentation chôment. Les horaires de travail se réduisent dans la métallurgie, la sidérurgie. Des inquiétudes se manifestent à Usinor-Louvroil, Lorraine-Escaut, Senelle, à la Providence, à Dorlodot. Des milliers de mal-logés attendent un logement. Les écoles sont surchargées. L'avenir est sombre pour la jeunesse.

C'est la mévente pour le petit commerce.

SEULS, LES COMMUNISTES ONT PROPOSE DES SOLUTIONS CAPABLES DE SORTIR LE PAYS ET LE PEUPLE DE CETTE SITUATION

En dehors des communistes, tous les candidats, de la droite au parti socialiste, même ceux qui, sous de nouvelles étiquettes politiques. tel Moulin, U.N.R., voudraient se présenter comme les hommes nouveaux, représentent les partis qui, pour avoir été associés aux gouvernements de ces onze dernières années, portent la responsabilité de la situation actuelle.

En 1936 - 1946 - 1956, des réalisations sociales importantes ont été obtenues sous l'impulsion des communistes : semaine de 40 heures, conventions collectives, sécurité sociale, nationalisations, allocations familiales, retraites des vieux, statut des fonctionnaires, congés payés, Office du blé, etc...

Dès maintenant, une politique correspondant aux exigences des travailleurs et conforme à l'intérêt national est possible.

C'EST CE QUE PROPOSE LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, LE SEUL PARTI QUI, TOUJOURS, MET SES ACTES EN ACCORD AVEC SES PAROLES.

Un programme conforme à l'intérêt du peuple

I. — Relever le niveau de vie de la population laborieuse

SALAIRES. — Augmentation des salaires et traitements devant la hausse du coût de la vie.

SECURITE SOCIALE. — Défense des avantages acquis avec la Pharmacie Mutualiste, actuellement menacée. Remboursement effectif à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques.

Attribution des Allocations familiales dès le premier enfant

Augmentation de 20 % des allocations familiales.

RETRAITES. — Augmentation de 20 % de l'ensemble des pensions et retraites.

Amener à 55 ans l'âge de la retraite pour les femmes et les professions aux travaux pénibles et insalubres ; à 60 ans pour les autres travailleurs.

ZONES DE SALAIRE. — Suppression totale des zones pour le calcul des salaires, des allocations familiales, des retraites.

PROTECTION CONTRE LE CHOMAGE. — Mesures pour sauvegarder l'avenir économique du Bassin de la Sambre et assurer le plein emploi de la main-d'œuvre. Création de l'assurance-chômage alimentée par une cotisation patronale.

Application des 40 heures sans diminution de salaire.

Vote de mesures permettant aux travailleurs touchés par le chômage, d'échelonner le remboursement de leurs prêts-logements et autres crédits.

OUVRIERS AGRICOLES. — Parité des salaires et avantages sociaux avec l'industrie.

PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES, ARTISANS COMMERÇANTS. — Aide de l'Etat. Augmentation de la prime à l'habitat rural.

Suppression de la patente.

II. — Politique de paix et de détente internationale

— PAIX EN ALGERIE par une négociation acceptable avec ceux contre qui la France se bat.

— POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE. — Coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive ; arrêt des essais atomiques.

III. — Politique sociale en faveur de la famille, de la jeunesse, de l'enfance

La réduction massive des dépenses militaires, la réforme démocratique de l'impôt permettraient de dégager les crédits pour :

1) DEVELOPPER LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS :

— Construction de 13.000 logements nécessaires dans la Circonscription pour les jeunes ménages et la suppression des taudis.

2) AMELIORER ET DEVELOPPER L'EQUIPEMENT SANITAIRE ET HOSPITALIER. ACHEVEMENT DE L'HOPITAL DE MAUBEUGE, EN CONSTRUCTION DEPUIS DIX ANS.

3) GARANTIR L'AVENIR DE LA JEUNESSE :

— Réforme démocratique et laïque de l'enseignement et augmentation des bourses.

— Construction de nouveaux groupes scolaires et centres d'apprentissage dans la circonscription.

— Développement des sports, de l'éducation physique, des colonies de vacances par l'octroi de crédits nouveaux.

— Réduire le temps de service militaire.

4) AIDER LES COMMUNES :

— Terminer les programmes permettant d'amener l'eau potable et l'électricité dans chaque foyer.

— Lutter contre la pollution des eaux et de l'air.

— Aménagement de l'hôpital de Maubeuge en construction depuis dix ans.

IV. — Restaurer la République - Construire une démocratie rénovée

Défendre et élargir les libertés démocratiques : Liberté d'opinion, syndicale, de la presse, de réunion.

— POUR BARRER LA ROUTE A LA REACTION.

— POUR MANIFESTER VOTRE VOLONTE DE CHANGEMENT.

— POUR LE PROGRES SOCIAL, LA PAIX ET L'AVENIR DE LA FRANCE.

— DES LE PREMIER TOUR PAS D'ABSTENTIONS.

VOTEZ ALBERT MATON
et MARCEL LABOUREUR

CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ATTENTION ! Votez sans ratures ni panachage, sinon votre bulletin sera annulé.

Vu : Les Candidats.

S.E.L. — 113, rue de Lannoy, LILLE

Sciences Po / fonds CEVIPOF